

Info-Transfert

Bulletin sur le transfert de ferme au Québec

« En vérité, le chemin importe peu, la volonté d'arriver suffit à tout »

Albert Camus
Extrait de « Le mythe de Sisyphe »

Sommaire :

Un réseau électronique de banque de fermes, une solution à envisager sérieusement pour le Québec?

La relève agricole féminine en Montérégie est mieux formée que la relève masculine et elle est encouragée par le milieu.

Les conseillers des CRÉA et CMÉA misent sur une offre de service élargie pour l'année à venir.

Dans ce numéro :

Le mot de la rédaction	1
Des orientations stratégiques communes pour les CRÉA-CMÉA	1
Des orientations ... (suite)	2
Une banque acheteurs /vendeurs d'entreprises agricoles dans la Beauce	2
La Montérégie, ses agricultrices et sa relève féminine	3
Nos publications	4

Un mot de l'équipe de rédaction

Le printemps tarde à s'installer même si Pâques est déjà arrivé. Mais, peut-être est-ce un signe du dégel, Info-Transfert commence à susciter des initiatives. L'article paru dans notre bulletin de février dernier sur les réseaux de fermes aux États-Unis a incité Martin Larivière de la Fédération de l'UPA de la Beauce à médier la banque de fermes développée dans la région Chaudières-Appalaches.

Outre le fait de décrire la banque, Martin Larivière cherche à sensibiliser les intervenants agricoles à l'idée de mettre sur pied un réseau semblable ici. Il les invite donc à lui faire connaître leurs initiatives régionales. Cette idée pourrait permettre d'amorcer une réflexion sur des moyens plus concrets pour rendre possi-

ble un plus grand nombre de pairages d'acheteurs/vendeurs sans relève par un réseau Internet.

Ce type d'initiative a besoin, pour devenir réalité, de se faire connaître pour créer une dynamique qui fera qu'un jour le réseau existera. Nous vous invitons donc aussi à diffuser l'existence de vos banques via Info-Transfert. Comme le dit Martin Larivière dans son texte, « Un réseautage permettrait une meilleure visibilité de nos services contribuant ainsi à la pérennité des entreprises agricoles. »

Dans ce numéro, nous amorçons un premier tableau de la situation des agricultrices et de la relève féminine en Montérégie. Nous vous présentons aussi un article d'une autre collaboratrice qui traite du dernier colloque provincial des CRÉA-CMÉA.



Des orientations stratégiques communes pour les CRÉA-CMÉA

Depuis dix ans, plusieurs régions se sont donné un Centre régional d'établissement en agriculture (CRÉA) ou un Centre multiservices d'établissement en agriculture (CMÉA). La mission de ces organismes est d'accompagner les entreprises agricoles familiales dans le processus de transfert de ferme et dans toute autre étape stratégique, liée à leur développement et à leur pérennité.

A l'occasion d'un colloque provincial ayant eu lieu les 14 et 15 février dernier au Manoir du Lac Delage, les quelque 70 participants ont convenu des stratégies suivantes:

1. Conserver l'autonomie régionale de chacun des CRÉA/CMÉA tout en s'unissant pour assurer leur financement ;

(Suite page 2)

Des orientations stratégiques communes pour les CRÉA-CMÉA (suite)

2. Répertorier et lier tous les outils développés et harmoniser les processus d'intervention ;

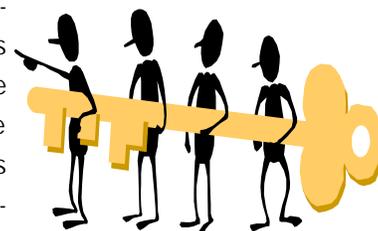
3. Élargir l'offre de services afin de répondre aux demandes de plus en plus nombreuses de la clientèle – aide à la consolidation d'équipe de travail et à la gestion d'entreprises agricoles réunissant plusieurs propriétaires, résolution de conflits, aide à la préparation de ferme de groupe, accompagnement de gestionnaires lors de différents changements affectant l'entreprise, la famille ou les individus concernés.

Quelques chiffres

Voici quelques informations tirées du rap-

port d'intervention faisant suite à l'exercice de planification stratégique préparé par Suzanne Dion en janvier 2002. Depuis leur mise en place, ces organismes ont aidé, par un service personnalisé, plus de 738 familles dans leur démarche de transfert. Les CRÉA/CMÉA ont aussi contribué à doter le milieu agricole d'outils de travail adaptés pour faciliter le transfert et les prises de décision complexes. Plus de 40 outils de travail créés et expérimentés par les conseillers et conseillères ont été recensés.

Collaboration spéciale
Isabelle Éthier, agronome



Les conseillers des CRÉA et des CMÉA visent à harmoniser les processus d'intervention et à élargir leur offre de services.

Une banque acheteurs/vendeurs d'entreprises agricoles dans la Beauce

À fin d'assurer la pérennité des entreprises agricoles, la Fédération de l'UPA de la Beauce a mis sur pied en 1994 une banque d'acheteurs et de vendeurs (BA/V) d'entreprises agricoles. Cette banque met en relation des personnes désireuses de s'établir en agriculture avec des propriétaires souhaitant vendre leur entreprise agricole. Un des objectifs de la BA/V est de limiter les démantèlements de ferme en aidant les acheteurs à trouver de la relève.

Les personnes intéressées sont invitées à remplir une fiche incluant une description de l'entreprise à vendre ou recherchée ainsi que les intérêts poursuivis. Lors du contact avec les vendeurs, une sensibilisation est faite concernant les méthodes alternatives de transfert. Ces méthodes peu connues des producteurs peuvent souvent permettre une retraite vivable pour le vendeur et la pérennité de l'entreprise. Service gratuit !

À l'heure actuelle, près de 120 personnes sont inscrites à la banque régionale couvrant le territoire de l'UPA de la Beauce. On y retrouve plusieurs types d'entreprises réparties dans les productions les plus variées : fermes laitières, porcines, bovines, horticoles et plusieurs érablières.

Suite à la parution de l'article sur le réseau *Farm link* américain d'Info-Transfert de février, il serait intéressant de former un réseau semblable québécois ou canadien. Pour ce faire, j'invite les différents intervenants à identifier leurs initiatives régionales semblables à la BA/V en me contactant à la Fédération de l'UPA de la Beauce. Un réseautage permettrait une meilleure visibilité de nos services contribuant ainsi à la pérennité des entreprises agricoles.

Collaboration spéciale
Martin Larivière, agr.
Responsable BA/V, Féd. UPA de la Beauce
(418) 228-5588 ou mlariviere@upa.qc.ca

Peut-on penser former un réseau de banques de fermes semblable aux réseaux américains qui limiterait les démantèlements en aidant les acheteurs à trouver de la relève?



La Montérégie, ses agricultrices et sa relève féminine

V oici le premier article sur la situation des femmes en agriculture, agricultrices actuelles et relève potentielle, dans différentes régions du Québec. Nous commençons par la Montérégie qui compte près du quart des fermes et des terres cultivables du territoire du Québec.

Une région à fortes zones rurales

La Montérégie est une région dotée d'une structure économique diversifiée et elle fait office de chef de file dans les secteurs dits d'avenir. Elle occupe le premier rang en matière de production industrielle mais aussi en production agricole. Les activités agricoles procurent 92 % des emplois de l'ensemble du secteur primaire. En 2000-2001, la région comptait 8 371 entreprises agricoles dont 27 % étaient la propriété des femmes, en tout ou en partie. Sa population peut bénéficier de diverses portes d'accès pour une formation agricole que ce soit dans les nombreux cegeps de la région ou à l'Institut de technologie agroalimentaire (ITA) de Saint-Hyacinthe.

Les femmes dans les activités agricoles

Les Montérégiennes participent dans une proportion supérieure aux autres Québécoises au marché du travail. En agriculture, elles représentaient 33,6 % des personnes actives en 1996. Elles sont de plus en plus nombreuses à être propriétaires à 100 % d'une exploitation agricole (10 % en 2001 contre 5,8 % en 1997). Ces propriétaires se situent surtout dans cinq productions contre trois chez les hommes: céréales et protéagineux, porc, bovins de boucherie et laitiers, veaux lourds. Leurs entreprises sont de plus petite taille et génèrent moins de revenus.

Le dynamisme des agricultrices

Le Syndicat des agricultrices de la région existe depuis plus de dix ans mais il semble que les agricultrices demeurent isolées sur le plan professionnel et que leur rôle, quoique essentiel à l'entreprise, demeure concentré dans les activités de gestion. Afin d'encourager la relève agricole féminine, le syndicat s'est joint en 1999 à divers organismes pour lancer une campagne de promotion « Chez nous, la relève c'est notre fille ».

La relève féminine

En 1995, seulement 8,6 % des agriculteurs de la région prévoient confier la relève de leur entreprise à leur fille, affichant un taux légèrement en deçà de l'ensemble du Québec (9,4 %). Les chiffres du MAPAQ de 1997 nous apprennent que sur les 993 entreprises de la Montérégie (7 955) qui avaient manifesté un besoin de relève, 72 % l'avaient identifiée. Les chiffres ne sont pas ventilés par sexe. Par contre, on y apprend que sur 833 demandes d'aide faites à la Société de financement agricole (Financière agricole), 11 % sont faites par les femmes. 62 % des demandes sont acceptées contre 51 % des demandes des hommes. Toutes proportions gardées, il y a une présence plus forte de femmes de la relève dans les formations collégiales et universitaires.

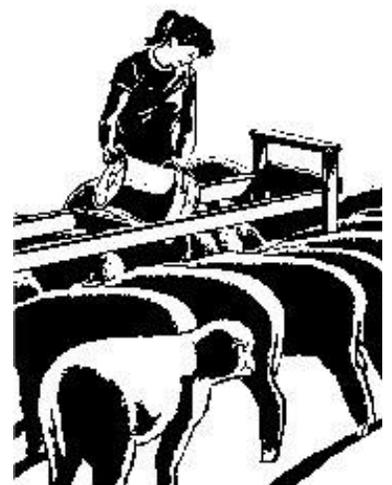
Données et informations tirées de :

Conseil du statut de la femme, *Les conditions de vie des femmes et le développement régional en Montérégie*. Collection « Femmes et développement des régions », mars 1999.

DUMONT, Johanne, *L'observatoire de la condition féminine en Montérégie, Rapport 2000-2001*, Ministère des régions, mai 2001.

MAPAQ, *Profil de la relève agricole au Québec. Édition 1997*, Gouvernement du Québec, 1998.

Les agricultrices de la Montérégie sont de plus en plus nombreuses à être propriétaires à 100 % d'une exploitation agricole et, par rapport aux hommes, les demandes d'aide à l'établissement des jeunes femmes sont acceptées en plus grand nombre par la Société de financement agricole (Financière agricole).





Équipe de rédaction

Raymond Levallois
Diane Parent
Jean-Philippe Perrier
Elizabeth Ouellet

Téléphone : (418) 656-2131, poste 2395
Télécopie : (418) 656-7821
Messagerie : Elizabeth.Ouellet@agl.ulaval.ca

Toute reproduction avec mention est encouragée.

Le genre masculin est utilisé sans aucune discrimination et uniquement afin d'alléger le texte.

RETROUVEZ-NOUS SUR LE WEB
HTTP://WWW.AGRIGESTION.CA/

Agri-Gestion Laval, un groupe de recherche et d'extension de la Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation de l'Université Laval, existe depuis plus de 25 ans. Chaque membre de l'équipe est un professionnel du secteur de l'agriculture ou de l'informatique ou des sciences sociales.

Sa mission principale est de contribuer au développement de la gestion agricole au Québec. Un de ses volets consiste à faire des recherches pour développer et diffuser de nouvelles connaissances sur la problématique de transfert de ferme et l'établissement en agriculture. Les recherches, les services adaptés aux besoins et la conception d'outils informatisés de gestion visent à amener les agriculteurs à gérer plus efficacement leur entreprise.

Pour mener à bien sa mission, Agri-Gestion Laval collabore avec des intervenants du milieu : le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, les syndicats de gestion agricole, l'Union des Producteurs Agricoles, les clubs agroenvironnementaux, ainsi que bien d'autres.

Vous avez des commentaires ou des témoignages à nous livrer, n'hésitez pas à nous écrire par courrier électronique.

Nos publications

TITRE DE LA PUBLICATION	QUANTITÉ
Transmettre la ferme familiale d'une génération à l'autre : Situation au Québec et regard sur le monde. Jacques Tondreau, Diane Parent, Jean-Philippe Perrier, AGL, 2002, ISBN 2-9802961-1-2-0. 25 \$	
Transmission et maintien de la ferme familiale : analyse des facteurs et stratégies d'établissement de la relève agricole familiale via les situations d'insuccès. Diane Parent, AGL, Université Laval, Bruno Jean, UQAR, Myriam Simard, INRS, 2000, ISBN 2-9802961-1-2. 20 \$	
Gestion stratégique de l'entreprise agricole : Guide pratique. Raymond Levallois, Jean-Philippe Perrier, AGL, 1999. L'objectif de ce guide est de présenter une méthode de travail permettant d'établir un plan stratégique pour une entreprise agricole. L'expérimentation de la méthode auprès d'une cinquantaine d'entreprises permet d'illustrer l'approche proposée par des exemples réels. Des fiches de travail sont proposées pour chacune des étapes du processus de gestion stratégique. 20 \$	
Gestion stratégique de l'entreprise agricole : Guide pour les conseillers et conseillères. Raymond Levallois, Jean-Philippe Perrier, AGL, 1999. Ce guide, qui s'adresse aux conseillers, est un complément au guide pratique de gestion stratégique. Il présente une façon de travailler de la préparation des agriculteurs qui veulent élaborer un plan stratégique au suivi annuel du plan. 15 \$	

Nom : _____
Adresse : _____
Ville : _____
Code postal : _____
Téléphone : _____
Courriel: _____

Les taxes et frais d'expédition seront ajoutés à la facture.

Retournez ce bon de commande à :
Agri-Gestion Laval,
Pavillon Paul-Comtois, Université Laval,
Sainte-Foy, Québec
G1K 7P4